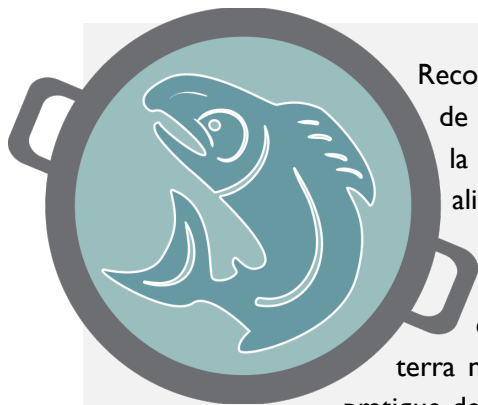


Intégrer l'alimentation à la réconciliation



Reconnaître l'histoire et l'héritage permanent du colonialisme doit faire partie de la politique alimentaire nationale. Nous devons prioriser la réconciliation et la décolonisation en tant que grands principes directeurs de notre système alimentaire. L'alimentation a souvent été utilisée comme outil d'oppression et de marginalisation; la sous-alimentation et la malnutrition a même été utilisée dans les pensionnats, sous-entendu que le Canada, à l'arrivée des colons européens, était en grande partie une terre inutilisée et inhabitée (« terra nullius »). Pendant plusieurs années, le gouvernement canadien avait pour pratique de procurer juste assez de nourriture aux communautés autochtones vivant sur les réserves pour leur permettre de survivre. De plus, les politiques appliquées visaient à limiter la capacité des populations autochtones à chasser et à pêcher, sapant ainsi la souveraineté et la sécurité alimentaire de plusieurs communautés.

Les systèmes alimentaires autochtones sont intimement liés à l'économie, la culture, la santé et le bien-être de leurs communautés. La destruction des systèmes alimentaires traditionnels, incluant les pratiques de chasse, de pêche et de cueillette, s'inscrit dans un processus plus large de génocide culturel et de détérioration de la santé et du bien-être des communautés autochtones. Bien que la nourriture ait été utilisée comme instrument de colonisation, elle a aussi le potentiel de servir d'instrument de guérison et de réconciliation. Cela exige le respect des droits compris dans les traités ainsi qu'un engagement à établir des relations de nation à nation avec les Premières nations, les Métis et les Inuits.

Statistiques essentielles

Dans le cadre du système des pensionnats indiens, les enfants autochtones étaient forcés de s'adapter à un régime alimentaire majoritairement étranger et composé d'aliments sucrés et transformés tout en se voyant interdit d'accéder aux aliments traditionnels. Ils étaient aussi sujets à des expérimentations alimentaires qui en ont laissé plusieurs affamés et mal nourris – la privation de nourriture était utilisée comme forme de punition.

51 % des enfants autochtones vivent dans la pauvreté. Ce nombre augmente à 60 % pour les enfants vivant sur des réserves.¹

Les aliments sains et nutritifs demeurent inaccessibles pour plusieurs communautés éloignées du fait des coups et du manque d'accès, et ce malgré les programmes de subventions fédérales. Le prix moyen d'un panier d'épicerie pour une mois (en juin 2015) à Attawapiskat était de 1909\$, comparé à 847\$ à Toronto.²

Les taux d'insécurité alimentaire dans les territoires sont bien au-delà de la moyenne canadienne : 46,8 % au Nunavut et 24,1 % dans les Territoires du Nord-Ouest.³





Ce qui doit être fait

Pour faire de l'alimentation la base d'une réelle réconciliation, nous devons agir. Comme l'écrit le [Working Group on Indigenous Food Sovereignty](#), discuter et consulter ne suffit pas. Répondre à l'appel à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation est un pas crucial envers la réconciliation. Il faut de plus respecter et encourager les savoirs autochtones, leurs formes de connaissances et leurs pratiques culturelles ainsi que soutenir la chasse, la pêche et la cueillette en tant qu'activités d'approvisionnement alimentaire principales, au même titre de l'agriculture et l'élevage.

- Respecter et mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, laquelle met de l'avant le principe de consentement libre et éclairé, et le droit d'approuver ou de désapprouver les incursions sur leurs terres.
- Reconnaître les compétences des structures de gouvernance des Premières nations, Métis et Inuits au même niveau que les compétences des gouvernements municipaux, provinciaux/territoriaux et fédéral. Lorsqu'il y a lieu, respecter la souveraineté promise au moment de la signature des traités.
- Mettre en œuvre et/ou établir un calendrier de mise en œuvre pour les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation.

Actions prioritaires pour la politique alimentaire

Travailler avec les peuples des Premières nations, Métis et Inuits pour s'assurer qu'ils regagnent une plus grande souveraineté sur ce qu'ils mangent et qu'ils se voient garantir leur droit d'accès aux aliments traditionnels et aux activités de pêche et de chasse.

S'assurer que, dans la politique alimentaire nationale, les aliments traditionnels soient valorisés et reconnus comme sains, nutritifs et culturellement essentiels.

Soutenir les leaders autochtones et travailler avec eux pour lutter contre l'épidémie de maladies liées à l'alimentation et l'insécurité alimentaire des populations autochtones.

Allouer des ressources pour les programmes alimentaires dédiés aux communautés autochtones des régions nordiques/éloignées et urbaines pour s'attaquer au problème immédiat d'insécurité alimentaire tout en soutenant le développement à long terme des systèmes alimentaires autochtones (incluant la chasse, le trappage, la pêche et l'accès aux aliments traditionnels).

Restructurer Nutrition Nord pour améliorer l'accessibilité et l'abordabilité des aliments tout en renforçant les systèmes alimentaires nordiques et régionaux, incluant un soutien public pour les programmes qui facilitent l'accès aux aliments traditionnels et qui promeuvent l'innovation sociale et les actions collectives en sécurité alimentaire.

Attribuer des réserves pour la chasse, la pêche et la cueillette autochtones à l'intérieur des parcs nationaux et des terres de la Couronne. De plus, travailler avec les provinces et territoires pour identifier des étendues de terres adéquates à l'intérieur des parcs provinciaux et territoriaux.





Ressources clés

Réseau pour une alimentation durable (2011). Souveraineté alimentaire autochtone
Dans le cadre du projet Pour une politique alimentaire populaire.

Working Group on Indigenous Food Sovereignty (2015). Indigenous Food Land and Heritage Primer.

Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015). Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir : sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

Réseau pour une alimentation durable (2016). Déboursier pour se nourrir : Rapport sur l'évaluation du coût des aliments dans le Nord.

Northern Public Affairs (2017). Food (in)security in the North. Volume 5, Issue 1.

Conseil des académies canadiennes (2014). La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada : Évaluation de l'état des connaissances.

¹ MacDonald et Wilson (2016). Shameful Neglect Indigenous Child Poverty in Canada. Centre canadien de politiques alternatives.

² Veeraraghavan et al. (2016). Déboursier pour se nourrir : Rapport sur l'évaluation du coût des aliments dans le Nord. Sur le site du Réseau pour une alimentation durable.

³ Statistique Canada (2014). Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2014.

